

Convention collective

**ENTREPRISES AGRICOLES DE DÉSHYDRATATION
(CHAMPAGNE-ARDENNE)
(20 mars 1970)**

(Etendue par arrêté du 16 juillet 1971,
Journal officiel du 17 août 1971)

AVENANT N° 114 DU 18 MAI 2005 (1)

NOR : AGRS0597190M

Entre :

La fédération des déshydrateurs de la région Champagne-Ardenne,

D'une part, et

La FGTA-FO pour la région Champagne-Ardenne ;

Les unions départementales des syndicats CFDT ;

Le syndicat CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les partenaires sociaux conviennent que, depuis la conclusion de la convention collective, de nombreux avenants de textes ont été conclus, qui ont eu pour effet d'ajouter de nouveaux articles à la convention collective (exemple : art. 46 *bis*, 46 *ter*, 46 *quater*).

En outre, de nombreux accords importants (et étendus par arrêté) ont été conclus dans la branche « déshydratation » ces dernières années, qui n'ont pas été intégrés dans le corps même de la convention collective. Ainsi, on peut citer :

- l'avenant n° 101 du 14 mars 2003 relatif à la mise en place d'une modulation de la durée du travail ;
- l'avenant n° 108 du 6 avril 2004 relatif au travail de nuit ;
- l'avenant n° 110 du 6 avril 2004 relatif à la mise et au départ à la retraite.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

Le fait que ces accords ne soient pas intégrés à la convention collective nuit à la lisibilité de celle-ci, puisque la seule lecture du texte de la convention collective ne permet pas d'avoir une connaissance exhaustive des dispositions conventionnelles applicables, si l'on ne se réfère pas aux accords sus évoqués.

Enfin, l'ajout de certains articles et l'abrogation de certains d'entre eux ont eu pour conséquence d'entraîner un certain manque de cohérence pour la lecture de la convention collective. A titre d'exemple, les dispositions relatives à l'indemnisation des représentants salariés siégeant à la commission mixte ont été codifiées à l'article 49 *bis* de la convention collective, alors qu'il existe un chapitre actuel spécifique relatif à la révision de la convention collective (actuels articles 2 à 5 de la convention collective).

En conséquence de quoi, les partenaires sociaux décident de procéder à des modifications de pure forme dans la codification de la convention collective, ayant pour effet de déplacer des articles actuels de la convention et de leur attribuer un nouveau numéro, et d'intégrer au sein même de la convention collective les dispositions prévues par les avenants n° 101, n° 108 et n° 110. La codification nouvelle de la convention collective sera donc la suivante, étant entendu que le contenu même des articles ayant changé de numérotation n'est pas modifié.

CHAPITRE I^{er}

Champ d'application

Article 1^{er}

Champ d'application

Inchangé.

Article 2

Modalités d'application

Inchangé.

CHAPITRE II

Durée, renouvellement, révision et dénonciation

Article 3

Durée

Inchangé.

Article 4

Révision

Inchangé.

Article 5

Indemnisation des membres de la commission mixte

Reprise de l'article 49 *bis*.

CHAPITRE III

Procédure collective de conciliation

Article 6

Conflits collectifs

Inchangé.

Article 7

Conflits individuels

Inchangé.

CHAPITRE IV

Période d'essai

Article 8

Période d'essai

Inchangé.

CHAPITRE V

Classification des emplois, salaires, garanties de rémunération

Article 9

Classifications

Les classifications faisaient jusqu'à présent l'objet d'une présentation détaillée à l'article 10 de la convention collective. Or les partenaires sociaux sont actuellement en discussion pour la révision des classifications. Compte tenu des changements prévisibles en la matière et afin de ne pas « encombrer » la convention collective, il est décidé de renvoyer les classifications à une annexe I.

L'article relatif aux classifications sera désormais rédigé comme suit : « Les salariés des entreprises visées par la présente convention quelles que soient les techniques de fabrication, sont classés en catégories définies et affectées des coefficients hiérarchiques tels qu'exposés à l'annexe I de la présente convention. »

Article 10

Salaires

Reprise de l'article 11.

Par ailleurs, dans cet article 10 qui reprend l'ancien article 11, les termes : « à l'annexe I » sont remplacés par les termes : « à l'annexe II ».

Article 11

Salaires des jeunes ouvriers

Reprise de l'article 12.

Article 12

Rémunération garantie au personnel mensualisé

Reprise de l'article 12 bis.

Article 13

Arrêt de travail pendant l'horaire normal

Reprise de l'article 12 ter.

Article 14

Travailleur handicapé

Reprise de l'article 13.

Article 15

Changement temporaire d'emploi

Reprise de l'article 14.

Article 16

Polyvalence

Reprise de l'article 15.

Par ailleurs, dans cet article 16 qui reprend l'ancien article 15, les termes : « sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 14 ci-dessus » sont remplacés par les termes : « sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 15 ci-dessus ».

Article 17

Prime d'ancienneté

Reprise de l'article 16.

Article 18

Treizième mois

Reprise de l'article 17.

Article 19
Païement des salaires

Reprise de l'article 18.

Article 20
Bulletin de paie

Reprise de l'article 19.

CHAPITRE VI
Durée du travail, heures supplémentaires

Article 21
Durée hebdomadaire de travail

Reprise de l'article 20.

Article 22
Variation de l'horaire normal

Intégration des articles 1^{er} à 3 de l'avenant n° 101 du 14 mars 2003 portant mise en place d'une modulation de la durée du travail (étendu par arrêté du 4 décembre 2002).

Par ailleurs, les partenaires sociaux décident des modifications suivantes :

- les termes : « le présent avenant a pour objet de mettre en place la modulation du temps de travail, dans le cadre de l'article L. 713-14 et suivants du code rural » (art. 1^{er}, alinéa 1, de l'avenant n° 101, devenu article 22, alinéa 1, de la convention collective) sont remplacés par les termes : « les partenaires sociaux décident de mettre en place la modulation du temps de travail dans le cadre de l'article L. 713-14 et suivants du code rural » ;
- les termes : « les dispositions du présent avenant se substituent à l'intégralité des articles 20 *bis* et 20 *ter* de la convention collective et aux dispositions de l'accord du 4 mars 1999 sur la réduction du temps de travail » (art. 1^{er}, alinéa 3, de l'avenant n° 101, devenu article 22, alinéa 3, de la convention collective) sont remplacés par les termes : « les dispositions du présent article se substituent aux dispositions de l'accord cadre du 4 mars 1999 sur la réduction du temps de travail ».

Article 23
Programmation

Intégration des articles 4 à 7 de l'avenant n° 101.

Article 24
Heures supplémentaires dans le cadre de la modulation

Intégration de l'article 8 de l'avenant n° 101.

Article 25

Conditions de recours au chômage partiel

Intégration de l'article 9 de l'avenant n° 101.

Article 26

Définition du travail effectif. – Temps de pause

Reprise de l'article 20 bis.

Article 27

Heures supplémentaires et repos compensateur hors modulation

Reprise de l'article 21.

Article 28

Dispositions particulières aux cadres et ingénieurs

Reprise de l'article 20 quater.

CHAPITRE VII

Dispositions particulières au travail de nuit

Les partenaires sociaux décident de créer un chapitre spécifique relatif au travail de nuit, afin d'intégrer les dispositions de l'avenant n° 108 du 6 avril 2004 portant accord sur le travail de nuit (et étendu par arrêté du 9 mars 2005).

Le préambule de l'avenant n° 108 constituera le préambule du chapitre VII de la convention collective. Au premier alinéa de ce préambule, les termes : « relevant du champ d'application de la convention collective des entreprises » sont supprimés.

Par ailleurs, l'article 1^{er} de l'avenant n° 108 est supprimé puisque :

- il définit le champ d'application de l'avenant, ce qui n'est plus utile compte tenu de son intégration dans la convention collective ;
- il a supprimé les dispositions de l'article 22 de la convention collective qu'il remplace.

Article 29

Définition du travail de nuit et du travailleur de nuit

Intégration de l'article 2 de l'avenant n° 108.

Par ailleurs, les termes : « pour l'application du présent accord », qui figurent à l'alinéa 1 de cet article, sont remplacés par les termes : « pour l'application des présentes dispositions ».

Article 30

Organisation du travail dans le cadre du poste de nuit

Intégration de l'article 3 de l'avenant n° 108.

Par ailleurs, les termes : « pour l'application du présent accord », qui figurent à l'alinéa 3 de cet article, sont remplacés par les termes : « pour l'application des présentes dispositions ».

Article 31

Limitation du recours au travail de nuit des travailleurs

Intégration de l'article 4 de l'avenant n° 108.

Par ailleurs, les termes : « conformément à l'article 2 du présent accord », figurant à l'alinéa 1 de cet article, sont remplacés par les termes : « conformément à l'article 29 ci-dessus ».

D'autre part, les termes : « au sens de l'article 2 » du dernier alinéa de cet article sont remplacés par les termes : « au sens de l'article 29 de la présente convention ».

Article 32

Contreparties spécifiques au produit du travailleur de nuit

Intégration de l'article 5 de l'avenant n° 108.

Par ailleurs, les termes : « tels que définis à l'article 2 du présent accord », figurant à l'alinéa 1 de cet article, sont remplacés par les termes : « tels que définis à l'article 29 ci-dessus ».

Les termes : « prévues à l'article 3 », figurant au dernier alinéa de cet article, sont remplacés par les termes : « au présent article ».

Article 33

Cas du salarié amené à travailler dans la plage horaire de travail de nuit mais ne répondant pas à la définition du travailleur de nuit

Intégration de l'article 6 de l'avenant n° 108.

Par ailleurs, les termes : « au paragraphe 5.2 », « au 5.2 », « à l'article 5.2 », figurant aux alinéas 1, 2 et 3 de cet article, sont remplacés par les termes : « de l'article 32 » (alinéas 1 et 3) et « à l'article 32 » (alinéa 2).

Les termes : « à l'article 2 du présent accord », figurant au dernier alinéa de cet article, sont remplacés par les termes : « à l'article 29 ci-dessus ».

Article 34

Affectation du salarié au poste de nuit

Intégration de l'article 7 de l'avenant n° 108.

Article 35

Mesures destinées à favoriser l'égalité professionnelle

Intégration de l'article 8 de l'avenant n° 108.

Article 36

Formation professionnelle du travailleur de nuit

Intégration de l'article 9 de l'avenant n° 108.

CHAPITRE VIII

Congés, repos et absence diverses

Article 37

Repos quotidien et repos hebdomadaire

Reprise de l'article 23.

Article 38

Absences

Reprise de l'article 24.

Article 39

Décompte des jours de congés payés annuels

Reprise de l'article 25 des termes : « Tout salarié présent dans l'entreprise... » jusqu'aux termes : « ... pour les congés payés sur celle de la modulation ».

Article 40

Indemnisation des congés payés

Reprise de l'article 25 des termes : « L'indemnité de congés est égale... » jusqu'aux termes : « ... s'il avait normalement travaillé ».

Article 41

Jours fériés

Reprise de l'article 27.

Article 42

Congés exceptionnels pour événements familiaux

Reprise de l'article 28.

Article 43

Congés de paternité

Reprise de l'article 28 bis.

Article 44

*Congés spéciaux pour l'éducation ouvrière
et la formation des cadres*

Reprise de l'article 29.

Article 45

Appel et maintien sous les drapeaux

Reprise de l'article 37.

CHAPITRE IX

Démission, licenciement

Article 46

Préavis et procédure

Reprise de l'article 30.

Article 47

Indemnités de licenciement

Reprise de l'article 31 jusqu'aux termes : « ... ne peut excéder 8 mois de salaire brut ».

Article 48

Calcul de l'indemnité de licenciement

Reprise de l'article 31, dernier alinéa.

Article 49

Certificat de travail

Reprise de l'article 32.

Article 50

Attestation de cessation de travail

Reprise de l'article 33.

CHAPITRE X

Mise et départ à la retraite

Les partenaires sociaux décident de créer un chapitre spécifique intitulé « Mise et départ à la retraite » afin d'intégrer l'avenant n° 110 du 6 avril 2004 (étendu par arrêté du 22 décembre 2004).

Les dispositions de l'article 1^{er} de l'avenant n° 110, jusqu'au A, constitueront le préambule du chapitre X.

Article 51

Mise à la retraite à l'initiative de l'employeur

Reprise du point A de l'article 1^{er} de l'avenant n° 110.

Par ailleurs, les termes : « aux F et G ci-après », figurant à l'alinéa 5 du point A, sont remplacés par les termes : « à l'article 54 ci-après ».

Article 52

Départ à la retraite à l'initiative du salarié

Reprise du point B de l'article 1^{er} de l'avenant n° 110.

Par ailleurs, les termes : « au paragraphe C », figurant au 1^{er} alinéa du point C, sont remplacés par les termes : « à l'article 53 ci-dessous ».

Les termes : « tel que prévu à l'article 30 de la convention collective des entreprises de déshydratation », figurant au 2^e alinéa du point C, sont remplacés par les termes : « tel que prévu à l'article 46 de la convention collective des entreprises de déshydratation ».

Article 53

Calcul de l'indemnité

Reprise des points C, D et E de l'article 1^{er} de l'avenant n° 110.

Article 54

Contreparties

Reprise des points F et G de l'article 1^{er} de l'avenant n° 110.

Article 55

Fin de carrière

Reprise de l'article 38.

CHAPITRE XI

Garanties de mensualisation, retraite complémentaire, prévoyance

Article 56

Maladie ou accident

Reprise de l'article 34.

Article 57

Accident du travail, maladie professionnelle

Reprise de l'article 35.

Article 58

Protection de la maternité et éducation des enfants

Reprise de l'article 36.

Article 59

Retraite complémentaire

Reprise de l'article 48.

Article 60

Prévoyance

Reprise de l'article 48 *bis*.

CHAPITRE XII

Formation professionnelle

Article 61

Formation professionnelle continue

Reprise de l'article 40.

Article 62

Formation obligatoire de chauffeurs de poids lourds

Les partenaires sociaux conviennent que l'accord collectif conclu le 6 avril 2000 et le 9 janvier 2001, relatif à la formation obligatoire des chauffeurs poids lourds, constituera l'annexe III de la convention collective.

L'article 62 de la convention collective sera donc ainsi rédigé : « En la matière, il est fait application de l'accord pour la formation obligatoire des chauffeurs poids lourds, conclu le 6 avril 2000 et le 9 janvier 2001, figurant en annexe III de la présente convention. »

CHAPITRE XIII

Hygiène et sécurité des travailleurs

Article 63

Hygiène et sécurité

Reprise de l'article 41.

Article 64

Visite médicale des chauffeurs

Reprise de l'article 17 *bis*.

Article 65

Représentation du personnel au CHSCT

Reprise de l'article 41 *bis*.

Article 66

Travail des jeunes et des femmes

Reprise de l'article 39.

CHAPITRE XIV

Droits collectifs

Article 67

Liberté syndicale

Reprise de l'article 42.

Article 68

Délégués syndicaux

Reprise de l'article 43.

Article 69

Droit de grève

Reprise de l'article 44.

Article 70

Panneau d'affichage

Reprise de l'article 45.

Article 71

Délégués du personnel

Reprise de l'article 46.

Article 72

Ressources du comité d'entreprise

Reprise de l'article 46 *bis*.

Article 73

Délégation unique du personnel

Reprise de l'article 46 *ter*.

Article 74

Egalité professionnelle entre les hommes et les femmes

Reprise de l'article 46 *quater*.

Article 75

Application des lois sociales

Reprise de l'article 47.

Article 76

Mise à disposition de la convention collective

Reprise de l'article 49.

Article 77

Date d'effet

Reprise de l'article 50.

Article 78

Extension

Reprise de l'article 51.

Article 2

Le présent avenant prend effet au 18 mai 2005 et sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de la Marne.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 18 mai 2005.

(Suivent les signatures.)